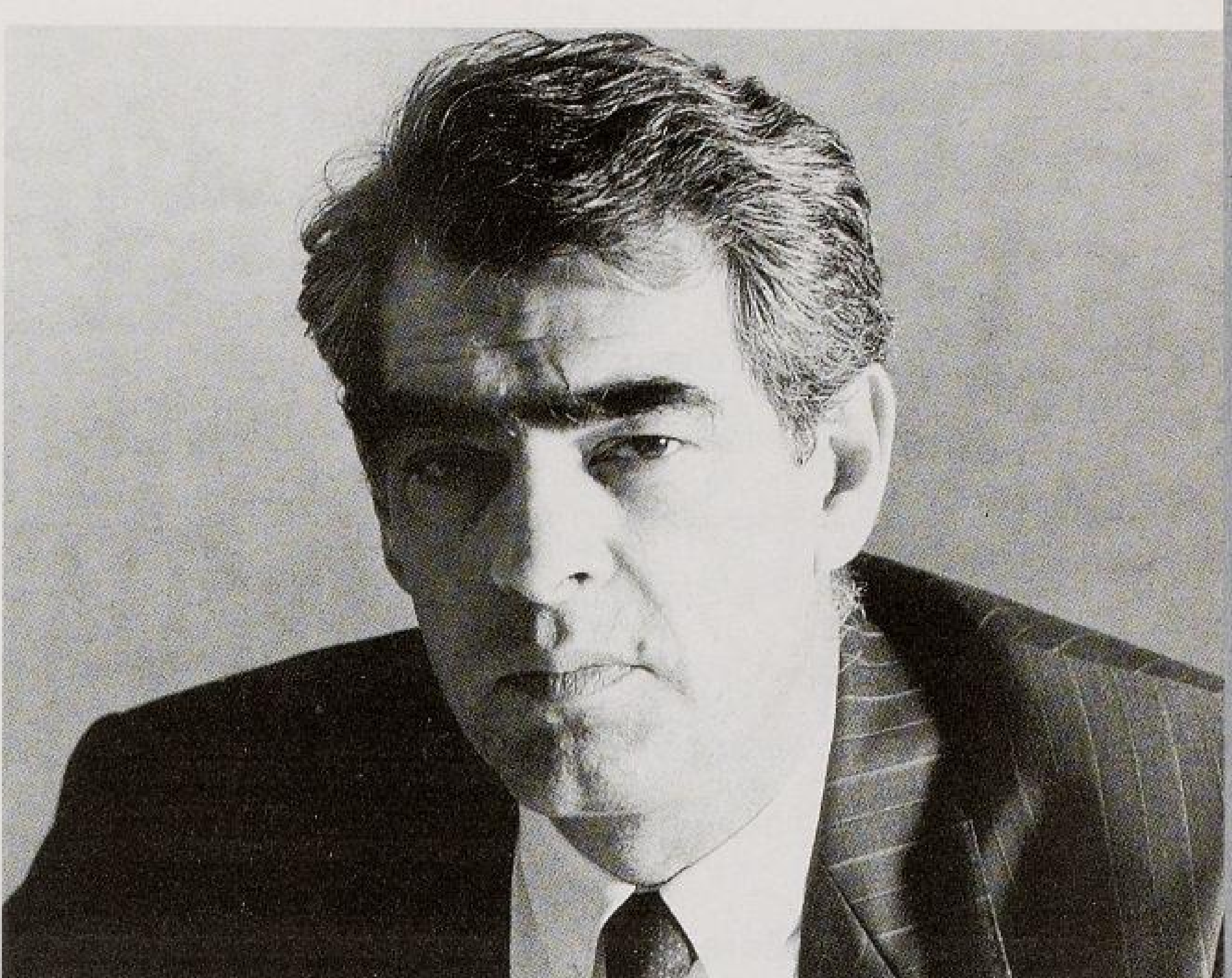


Henri Emmanuelli, Président de l'Assemblée nationale,
Président du Conseil général des Landes

Chère Madame, Cher Monsieur,

***D**ans un monde en plein bouleversement, la France a su faire face, et se battre avec fermeté. Alors que d'autres pays sacrifiaient leurs systèmes sociaux sur l'autel de la compétitivité, nous avons su* **concilier l'impératif effort de modernisation avec la défense et l'extension des garanties sociales** *: retraite à soixante ans, cinquième semaine de congés payés, 39 heures hebdomadaires, mise en place du Revenu minimum d'insertion, Lois Auroux sur les droits des salariés ...*

Quel pays peut se vanter d'un tel effort, d'un tel résultat ? L'Angleterre, si chère aux libéraux ? Les Etats-Unis des années Reagan ? Dans ces pays, les salariés ont payé très cher le prix de la modernisation économique. Mais je n'ignore pas que, malgré ce bilan, **les années qui viennent de s'écouler ont été difficiles***, car le chômage et ses conséquences ont été et restent le drame, humain et social, de notre époque. Certes, ce mal n'est pas spécifique à la France et aux Socialistes. Tous les pays sont touchés de plein fouet. En Europe, 11% de la population active est sans emploi, 10% en France.*

Les remèdes classiques en terme de croissance et de formation se sont avérés impuissants. Pourquoi ?

Le progrès scientifique s'est diffusé dans tous les secteurs d'activité (Agriculture, Industrie et Services). Pour la première fois, dans des proportions et à un rythme vertigineux, l'alliance de la machine à l'informatique a permis **un accroissement considérable de la richesse produite tout en supprimant des emplois***. La concurrence entre les pays et l'ouverture des frontières ont renforcé et aggravé cette évolution.*

Recherchant l'abaissement de leur coût de production, bon nombre d'entreprises se sont implantées dans des pays où la main-d'œuvre est exploitée. Ces pays, grâce à la faiblesse de leurs coûts salariaux et à l'absence de tout système de protection sociale, inondent de surcroît nos marchés de produits à des prix défiant toute concurrence. **En matière agricole, les événements des derniers mois et les négociations en cours au G.A.T.T. démontrent sans conteste les dangers d'une politique de libre échange mal contrôlée***. Dans le département, nous luttons aux côtés des agriculteurs et de leurs représentants pied à pied pour en limiter les effets dévastateurs.*

... / ...

Dans ce contexte de guerre économique, nous avons parfois cédé trop facilement aux lois du marché qui permettent, certes, de produire des richesses mais qui n'ont jamais su les répartir équitablement, dans un souci d'intérêt général. **Nous devons dès aujourd'hui inverser ces tendances, si nous voulons apporter des réponses aux problèmes du chômage.**
La puissance publique, et en premier lieu l'Etat, doit assumer de nouveau les responsabilités qui sont les siennes : assurer la cohésion sociale, la répartition des richesses, et donner un sens à la vie en collectivité. Seule la volonté politique sera à même d'imposer des choix comme la réduction du temps de travail, sans baisse de salaire, d'impulser une politique d'aménagement du territoire, d'organiser la protection contre une concurrence internationale souvent déloyale, de recréer des emplois là où l'intérêt public a été oublié au profit d'une rentabilité immédiate.

La Droite, fidèle à son histoire et à ses intérêts, propose au contraire de faire payer aux salariés le prix du chômage : baisse des salaires, de la protection sociale (retraite par capitalisation, par exemple)*, démantèlement de l'éducation nationale, soumission des grands services publics à la loi brutale de l'offre et de la demande ...*
Le combat politique des mois et des années à venir se fera autour de ces choix et des valeurs qui les sous-tendent.
Nous verrons alors que, contrairement à l'idée répandue, la Droite et la Gauche n'ont pas disparu, et qu'après avoir vécu les années "économiques", il faudra replacer les questions sociales au premier plan.

Je prendrai, résolument, et à vos côtés, ma part à ce combat, comme je l'ai toujours fait au quotidien dans les Landes.

Henri Emmanuelli

Président de l'Assemblée nationale

Président du Conseil général des Landes

Candidat : Henri Emmanuelli

Candidat suppléant : Robert Cabé

Vu les candidats

Parti Socialiste

Alliance des Français pour le progrès

343 653 747